

# LA FORMULE DU PARTENARIAT

## POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS



*Historiquement, la sélection des sites pour les installations de gestion des déchets radioactifs a souvent été entravée par des différends et des retards. Les communautés concernées ont souvent déploré le manque de prise en compte de leurs préoccupations et de leurs intérêts. En réaction, les institutions s'éloignent progressivement du modèle autoritaire traditionnel de (décider, annoncer, justifier) et font l'apprentissage de l'implication, des interactions et de la coopération. Une étude récente\* de l'AEN montre que cette transition facilite l'émergence de partenariats entre le maître d'ouvrage et les communautés concernées. Le travail en partenariat avec les communautés facilite la mise sur agenda et le traitement des enjeux et des préoccupations pertinents. Le dialogue crée la possibilité de développer une relation de compréhension et d'apprentissage mutuels, et permet de formuler des solutions de gestion qui apporteront une valeur ajoutée à la communauté locale et à la région d'accueil. Des dispositions clés de la formule du partenariat sont intégrées aux stratégies de gestion des déchets avec de plus en plus de résultats positifs.*



*La caractéristique centrale de la formule de partenariat est de conférer plus de pouvoir aux communautés locales dans les décisions qui peuvent affecter leur avenir.*

La formule de partenariat représente une relation collaborative entre la communauté et le porteur du projet d'installation. Les échelons pertinents de gouvernement (local, régional ou national) peuvent être impliqués soit directement soit indirectement, ce qui accroît la confiance que les décisions ou les recommandations par les partenariats seront effectivement prises en compte par le niveau décisionnel effectif. D'autres institutions aussi peuvent être impliquées dans le partenariat. Les formes d'organisation du partenariat (groupes de travail, panels, etc., permanents ou temporaires) de même que

les résultats ou réalisations de la collaboration (plans de conception et recommandations adressées à une autorité élue ou administrative, par exemple) peuvent varier, et être encadrés par des accords juridiquement contraignants ou par des arrangements moins formels. D'une façon générale, la formule de partenariat contribue à une plus grande transparence et responsabilité dans la prise de décision. Par-dessus tout, elle met en évidence une détermination à favoriser une plus grande influence des communautés locales dans les décisions qui affectent leur avenir.

### *De quelle manière les communautés gagnent-elles en influence ?*

La composition des partenariats et les tâches qui leur incombent peuvent beaucoup varier. En règle générale, les formules de partenariat permettent aux communautés locales de :

- recueillir, évaluer et diffuser des informations ;
- consulter les experts de leur choix et acquérir leurs propres connaissances spécialisées afin d'évaluer le projet d'installation ;
- émettre des suggestions sur des éléments tels que des caractéristiques de conception de l'installation ou de l'infrastructure et influencer sur les travaux du

maître d'ouvrage ;

- structurer des mesures économiques et sociales au profit de leur communauté à court et à long terme ;
- formuler des recommandations dûment fondées aux autorités locales, régionales et nationales ;
- se tenir au courant des recherches exécutées par le maître d'ouvrage, ses consultants, les régulateurs et d'autres organismes ;
- apprécier la performance des divers intervenants et vérifier leur authenticité.

\* *Partenariats pour la gestion à long terme des déchets radioactifs – Evolution et pratique actuelle dans treize pays (AEN, 2010)*

## De quelle manière la formule de partenariat diffère-t-elle des traditionnelles information et consultation du public ?

- Informer les citoyens et solliciter leur opinion sont des étapes légitimes de l'approche traditionnelle de la prise de décision publique. Cependant, ces démarches ne garantissent pas que les préoccupations et les idées des citoyens soient prises en compte d'une manière qu'ils trouveront appropriée. Dans un partenariat, le pouvoir est redistribué par l'intermédiaire de la négociation entre citoyens et porteurs de projet et/ou d'autres organismes compétents. Ils s'accordent sur un partage des compétences en matière de planification et de prise de décision.
- Dans la consultation de forme traditionnelle, l'enjeu principal est de savoir si les parties concernées accepteront les solutions mises en avant par le maître d'ouvrage. La formule de partenariat, elle, implique le citoyen dans le développement de solutions, la planification et la décision. Le partenariat vise non pas à l'acceptation passive, mais à l'engagement actif de la communauté à travers la délibération dans les groupes de travail, l'échange dans la planification d'infrastructures et de construction d'installations, la négociation des mesures de développement socio-économiques, etc.

## Plusieurs types de mesures d'accompagnement aident à soutenir la formule de partenariat.

- Un financement permet aux groupes de citoyens concernés de recruter des soutiens de secrétariat ou techniques, ainsi que de recourir à des experts (scientifiques, conseillers juridiques, etc.) et de couvrir les dépenses de fonctionnement. Le financement de l'engagement est conçu pour permettre aux communautés concernées de participer pleinement aux processus de collaboration.
- Les gains sociaux et économiques supplémentaires tiennent compte des incidences et des opportunités qui résultent du projet. Ils assurent des ressources financières permettant de soutenir le développement à court terme et/ou la qualité de vie à long terme au sein de la communauté locale. Ces avantages mettent en évidence la reconnaissance du fait que la communauté offre de son plein gré un service essentiel au pays.

## Deux mesures peuvent accorder à la communauté locale une marge de décision plus large.

- Avec le **volontariat**, l'organe politique d'une communauté exprime l'intérêt de cette dernière pour une participation à un processus visant à déterminer si un site, sur son territoire, se prête à la gestion des déchets radioactifs. La manifestation d'un tel intérêt, transmise par l'organe de gouvernement de la communauté, peut venir en réponse à une invitation de l'organisme de gestion des déchets ou du gouvernement, ou il peut s'agir d'une proposition spontanée.
- Avec le **droit de veto**, la communauté a la possibilité, pendant une période définie, de retirer son offre de l'examen. Dans certains pays, ce droit est garanti par la loi, dans d'autres, il est accordé sur la base d'un accord informel entre les parties en présence. Les possibilités de mettre en œuvre le volontariat ou le droit de veto peuvent être limitées dans un certain nombre de pays en raison des règles légales ou politiques, ou parce que le pays dispose d'un nombre limité de sites appropriés.

## Quels sont les avantages de la formule de partenariat ?

Le fait d'associer des intervenants locaux à la conception de l'installation et à la recherche des avantages pour la communauté est susceptible de déboucher sur des solutions porteuses de valeur ajoutée pour la communauté et la région d'accueil. Dans tous les cas, le capital social est accru car les membres de la communauté acquièrent de nouvelles compétences et accroissent leur connaissance des intérêts et des valeurs de leur communauté. Le partenariat assure continuité et méthode pour traiter sereinement les enjeux à mesure qu'ils se présentent. Lorsque ces enjeux menacent de divi-

ser la communauté, le partenariat peut émettre un avis crédible et déjouer les tensions. Les maîtres d'ouvrage et d'autres intervenants institutionnels se perfectionnent en tant que partenaires coopératifs dans la gouvernance des déchets radioactifs et en tant que voisins responsables et soucieux du bien-être de la communauté. Les gouvernements nationaux ou régionaux qui typiquement jouent un rôle de tutelle pour les partenariats, se trouvent récompensés dans la mesure où les politiques publiques sont réalisées de manière constructive.

LES PROGRAMMES NATIONAUX DE GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS SE TROUVENT DANS DIVERSES PHASES DE LA SÉLECTION DES SITES HÔTES DES INSTALLATIONS, ET S'APPUIENT SUR DES APPROCHES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES À CHAQUE CATÉGORIE DE DÉCHETS. DANS CHAQUE CONTEXTE, ACTEURS INSTITUTIONNELS ET COMMUNAUTÉ D'ACCUEIL, ACTUELS OU POTENTIELS, DOIVENT CONSTRUIRE UNE RELATION PORTEUSE DE SENS FAVORISANT LE TRAVAIL ENSEMBLE. LA FORMULE DU PARTENARIAT PERMET DE COMBINER UN SITE ET UN CONCEPT DE GESTION AUTORISABLES TOUT EN RESPECTANT L'ÉQUILIBRE ENTRE LES EXIGENCES D'UNE REPRÉSENTATION ÉQUITABLE ET D'UNE PARTICIPATION ÉCLAIRÉE. LA FORMULE DE PARTENARIAT AIDE À PARVENIR À UN ACCORD SUR LES MESURES À PRENDRE EN FAVEUR D'UN CONTRÔLE DE PROXIMITÉ, D'UN SOUTIEN FINANCIER, ET D'UN DÉVELOPPEMENT FUTUR.